

Néanmoins, nous tenons à souligner qu'il ne suffit pas d'augmenter l'aide financière pour régler les problèmes économiques mondiaux. Le Canada et les autres pays industrialisés doivent reconnaître que les capitaux réservés à cette fin restent assez limités.

Troisièmement, nous avons signalé à maintes reprises durant le débat, compte tenu de l'importance que le gouvernement accorde à sa participation à des organismes tels que la Banque mondiale et l'Agence internationale de développement, qu'il devrait s'ingénier davantage à mettre de l'ordre dans ses affaires. Je dis cela car si la situation économique à l'échelon international aussi bien que national continue à se dégrader, il s'ensuivra que le Canada ne pourra guère continuer à jouer un rôle de premier plan ou simplement un rôle quelconque dans ces institutions.

Finalement, nous croyons que ce projet de loi vise directement à obliger le gouvernement à assumer sa responsabilité en ce qui concerne l'efficacité de son aide. Nous avons toujours réclamé un examen général des programmes d'aide au Canada, notamment de l'ACDI, afin de dispenser une aide et des programmes de développement efficaces à des coûts raisonnables. Car si le gouvernement dispense des programmes efficaces à un coût raisonnable et qu'il élabore une stratégie d'ensemble pour son aide, l'apport canadien au précieux travail accompli par les institutions ci-dessus sera assuré et renforcé.

● (1510)

[Français]

Honorables sénateurs, il est clair qu'en vertu de l'interdépendance des pays, notre développement et l'expansion économique des pays en voie de développement sont indissociables. Cette politique d'aide internationale est souventes fois bénéfique pour le Canada. On y retrouve l'augmentation de notre production industrielle, la création de nouveaux emplois, la possibilité pour le Canada d'exporter à fond ses possibilités et ses capacités, surtout sa technologie industrielle. Il faut, pour y arriver, combattre des programmes protectionnistes nationaux et étrangers et libéraliser le commerce international.

Il est évident qu'à l'heure actuelle, les citoyens canadiens se posent bien des questions sur la politique du Canada en ce qui a trait au développement international. Quand on connaît le taux élevé de chômage, le problème de l'inflation et tous les autres problèmes économiques auxquels fait face notre pays actuellement, il est évident qu'il est difficile pour les Canadiens d'accepter que le Canada puisse dépenser au-delà d'un milliard de dollars par année pour le développement international.

Dans le contexte actuel de l'économie mondiale, il est essentiel que le Canada fasse partie des grands ensembles comme la Banque mondiale et l'Association internationale de développement, afin d'aider les pays qui sont les plus pauvres.

Lorsque j'étais à l'ACDI, nous avions préparé un Livre blanc faisant une revue en profondeur de nos politiques en développement international. On y traitait du rôle des organismes multilatéraux, de la révision de notre programme bilatéral, des travaux accomplis par les organismes non-gouvernementaux, de l'examen et de l'emploi des fonds ainsi que de la revue et des programmes de l'ACDI. En un mot, nous avions préparé un Livre blanc qui révisait en profondeur les nouveaux principes directeurs qui devaient s'appliquer dans notre politi-

[Le sénateur Asselin.]

que de développement international. Je crois que ce Livre blanc existe encore. On n'a possiblement pas eu l'occasion de le soumettre à l'étude des comités du Parlement.

Notre parti réalise le rôle important de la Banque mondiale et de l'Association internationale de développement sur la scène financière internationale. J'ai demandé à des fonctionnaires de l'ACDI certains chiffres relativement à notre contribution à ces instances financières sur le plan international.

Ces chiffres démontrent que depuis cinq ans le Canada a versé à la Banque mondiale des contributions importantes afin de permettre à cet organisme d'intervenir dans les pays en voie de développement. Je constate qu'en 1977-1978, les contributions du Canada s'élevaient à 141.2 millions. En 1978 et 1979, 164.8 millions; en 1979-1980, 164.8 millions; en 1980-1981, 177.1 millions et en 1981-1982, 164.6 millions.

Je leur ai aussi demandé quels étaient les projets auxquels l'ACDI avait participé en collaboration avec la Banque mondiale.

La participation monétaire de l'ACDI pour les cinq dernières années, en ce qui a trait à la Banque mondiale est la suivante: en juillet 1977-78, on a exécuté des projets pour 30.4 millions; en juillet 1978-79, des projets pour 33.7 millions; en juillet 1979-80, pour 33.6 millions; en juillet 1980-81, pour 62.3 millions et en juillet 1981-82, des projets pour 78.4 millions.

Avec l'Association internationale de développement, on avait dépensé successivement 11 millions en 1977, 5 millions en 1978, 7.5 millions en 1979, 6.2 millions en 1980 et 11.6 millions en 1981.

Notre participation dans le développement international ne se fait pas seulement au niveau de ces deux organismes, soit la Banque mondiale et l'Association internationale de développement. Nous faisons des contributions également au Fonds africain; nous avons versé à ce titre depuis 1972, 170 millions en investissements. On se propose aussi d'investir des sommes importantes dans la Banque africaine.

J'étais également intéressé de savoir quels étaient les bénéfices que les Canadiens recevaient en retour de ces investissements.

Lorsque j'étais ministre de l'ACDI, j'ai eu l'occasion de visiter différents pays en voie de développement. Je me demandais toujours la question, à savoir quels bénéfices nous retirions de nos investissements dans ces pays, car, certains d'entre eux ont acquis une certaine maturité sur le plan de la production nationale et je crois que le Canada devrait tendre davantage à devenir partenaire économique avec ces pays, plutôt qu'être toujours un pays donateur. J'ai été surpris des retombées économiques des contributions du Canada, soit en argent, en matériel, en céréales, ou d'autres produits de tout genre.

Je crois que les Canadiens ne profitent pas suffisamment des occasions qui leur sont offertes de s'emparer de ces marchés internationaux. J'avais commandé une étude à l'époque. Je me suis aperçu que les industriels canadiens n'allaient pas chercher une part équitable des retombées des investissements faits au niveau des institutions financières sur le plan international.

Il y a eu à ce moment une comparaison avec d'autres pays. Nous allons chercher simplement, dans certains cas, que 5 p. 100 de nos mises de fonds. Les Japonais, quant à eux, vont